



LA RECHERCHE EN ÉDUCATION

Numéro 25 (juin 2022)



Revue de l'Association Francophone Internationale de Recherche Scientifique en Education
La Recherche en Education

Sommaire

Éditorial

Parlons-nous d'éducation ?

V. Attias-Delattre

p. 3 à 7

Le LMD/BMD au Cameroun : des pratiques diversifiées aux appréciations controversées

Joseph Bomda, Innocent Fozing, Vandelin Mgbwa, Marcelline Djeumeni Tchamabé

p. 8 à 39

Excellence inclusive et enseignant au leadership capacitant : propos réflexifs pour une bienveillance à l'école sur l'évolution des compétences en prévision du futur

Bénédicte Gendron

p. 40 à 60

Souffrance psychique des parents des enfants retardés mentaux de Kinshasa

Ozowa Latem Josué

p. 61 à 85

Diagnostic du retard mental chez l'enfant dans la ville de Kinshasa

Robert Twela Mway-Lins et Ruth Bukabau Babuya

p. 86 à 108

Éthique, féminisme et pédagogie dans les bandes dessinées d'Emma

Camille Roelens

p. 107 à 121

EDITORIAL

Parlons politique d'éducation !

Nous avons autour de nous des idéaux en éducation portés par des enseignants très différents. L'éducation vécue par des enseignants qui veulent transmettre dans leur salle à leurs élèves ou leurs étudiants. Ceux-ci veulent préserver une unité de temps, de lieu, de connaissances, qui confère un certain romantisme à leur mission. Les enseignants butineurs : projet collectif, initiative, voyage,... Il faut emmener les élèves et les étudiants hors les murs de leurs institutions et les former par l'expérience, les voyages, les lectures, la confrontation avec des biens exceptionnels. Les uns veulent que leurs élèves s'évadent de leur tête, les seconds par leurs corps. La question n'est peut-être pas tant l'espace matériel et virtuel, mais c'est celle du temps : retrouver les temps longs. Enfin, une partie des enseignants-chercheurs, en particulier en éducation, ne veulent plus enseigner ou uniquement pour la recherche. Nombre d'entre eux qui partagent des projets de recherche, considèrent que l'enseignement est une activité périphérique. Cela tombe à pic pour les institutions de tutelle, qui quant à elles considèrent qu'ils sont en priorité des auditeurs de leurs propres activités : ils justifient ce qu'ils vont faire avec les étudiants, ce qu'ils ont fait, et ce qu'ils n'ont pas fait. L'harmonisation par la comparaison alimente en continu les indicateurs. Le diable de l'éducation se joue dans les indicateurs !

Par-delà ces caricatures, trois idées fortes structurent notre regard sur l'éducation. Pour les uns, l'idée que l'éducation est individuelle et ne peut être qu'ainsi ; elle relève d'une conception de l'éducation inséparable d'un idéal romantique : l'indépendance de chacun tout au long de sa construction par l'intensification de sa vie intérieure soutenue par un enseignant libre de ses choix. Dans ce long processus individuel de construction d'un individu, la politique d'éducation, avec ses obligations, ses conventions et ses normes est alors une ennemie, une entrave aux libertés. Cette conception de l'éducation est plutôt libérale, au sens où l'État doit interférer « le moins possible avec l'épanouissement de la nature individuelle et le processus de la formation de soi ». A l'opposé, une autre vision de l'État défend l'interventionnisme en éducation : il lui appartiendrait d'incarner des principes universels considérés comme les

conditions de l'accès des individus au statut de citoyen, à la rationalité au sens classique,....C'est une idée ancienne celle de l'individu accompagné vers son statut d'adulte par l'instruction. Le projet républicain est alors collectif. Il convient de détecter les potentiels et les qualités que tous ont en commun, afin qu'ils accèdent de façon égale à la citoyenneté. Il se dégage aujourd'hui avec force une troisième perspective : il suffit de tremper les individus dans un bain de culture et d'éducation, et ils deviendraient ainsi suffisamment semblables pour faire *communauté, peuple ou race*.

Ainsi nous nous retrouvons pris dans des débats dont les termes sont anciens mais dont la problématique retrouve toute son actualité : un État, partie prenante des politiques éducatives, et ainsi, les chances de quelques individus de se réaliser sont grandes ; un État qui se mêle d'instruction, et tous les individus ont des chances de devenir de bons citoyens ; enfin, moins l'individu est actif dans son éducation, plus il tombe dans des formes d'individualisme obéissant. De fait, nous nous retrouvons à ne plus vouloir affirmer un choix. En parallèle, la vie de l'éducation connaît un double mouvement de dépolitisation et de surpolitisation. La segmentation des questions en éducation fait que chacune d'entre elles est posée en des termes politiques (par exemple, rendre le métier attractif, maintenir des enseignants en poste, intégrer les diversités, etc.). Cependant, l'éducation est incapable de se représenter elle-même : il n'y a pas une option ou des options proposées qui soient proprement politiques de l'éducation. Il y a bien des protestations politiques, souvent impuissantes car ciblées sur les facettes saillantes des effets des systèmes d'éducation. De ce fait, toute vision globale d'une politique de l'éducation semble normale, raisonnable si et seulement si, elle est objectivée par des indicateurs. Ce qui rend l'éducation si difficile à analyser, c'est que nous essayons de décrire dans les termes habituels ce qui se produit et qui est en réalité un processus de rupture. Nous analysons ce qui est visible et épars et nous rencontrons des difficultés à rassembler nos pensées à un niveau suffisamment large et englobant qui assure une position. Les parties prenantes de l'éducation ne sont pas non plus d'une grande aide car elles ont, elles-aussi le regard sur les indicateurs du temps court. Les institutions qui doivent garantir des droits à l'éducation pour toutes et tous garantissent des droits segmentés : pour certains l'accès à des postes, pour d'autres à des outils ou encore à

des espaces. A chaque question, un nouveau droit s'ouvre appuyé par une rhétorique qui n'a rien de politique.

Ainsi, au fil des crises nous avons décliné les débats politiques pour revisiter les figures du métier d'enseignant. Louis Marmoz (2013) écrivait au sujet du métier d'enseignant : « Ainsi exercé, ce métier correspond pourtant à des moments historiques dépassés : le métier d'enseignant peut-il encore être unitaire ou n'est-il pas nécessaire de spécifier et de mettre clairement en place plusieurs métiers d'enseignants, correspondant à des spécialités différentes de l'action pédagogique, permettant un travail commun ou alternatif avec les élèves ? (...) l'enseignant d'aujourd'hui doit être performant dans toutes ces activités qui relèvent de différents métiers. Il est évident que ces métiers sont nécessairement complémentaires, mais ils correspondent à des préoccupations et à des pratiques différentes qu'une même personne ne peut plus assumer simultanément. Il s'agit simplement de le reconnaître et de les exercer comme tels. » (Marmoz, 2013, « Un métier, ou des métiers ? Utopie réaliste », p. 102, in Mialaret G., Pour des états généraux de l'éducation, Paris : L'Harmattan, 2013, pp. 101-106.) Ce constat de multiplication des missions, nous le partageons. Nous avons quitté un modèle artisanal pour investir un modèle néo-taylorien. Chaque tâche de l'enseignant est représentée en une parcelle d'activité pour laquelle le futur salarié est formé, puis une fois en poste l'exécution de chaque tâche exécutée est évaluée. Nous segmentons les activités, nous créons des périmètres d'activité qui correspondent à des postes et nous réservons chacun d'entre eux à des spécialistes. Nous avons apporté une mauvaise réponse à une bonne question.

Aujourd'hui les questions que nous devrions nous poser sont des questions taboues ; ces silences sont nombreux : les finalités de nos actions, les découpages de nos structures, les rôles exercés par les parties prenantes... *La Recherche en Education* invite ses auteurs pour les prochains numéros à revisiter les questions posées depuis un peu plus de dix années afin de construire des réponses multiples et universelles en éducation.

Ce numéro s'est construit au fil des crises et des bouleversements. Tandis que nous parlons d'éducation, de pédagogie, de citoyenneté, d'exigences, de compétences,... les mots

se bousculent et nos représentations ne s'éclairent pas suffisamment. La recherche en éducation se fait aujourd'hui dans de nombreux espaces de recherche dont certains ne sont pas initialement dédiés à cela : des laboratoires de recherche dans des disciplines sœurs, des projets pédagogiques expérimentaux, des centres formation,... Les travaux sur l'éducation se multiplient parfois de façon un peu brouillonne. Toutefois, ils mèneront quelque part. Ce bouillonnement, gardons en la trace dans ses formes brutes et parfois maladroites !

Pour ce numéro nous avons gardé un format traditionnel de recherche. Pour certains articles, nous avons gardé volontairement leur tournure de langue d'origine. La francophonie se partage, sans que cela n'enlève rien à notre langue. Les auteurs nous ont proposé des contributions que nous avons évaluées et révisées de nombreuses fois. Nous espérons qu'elles alimenteront votre vivacité, votre intelligence et votre courage !

Le premier article, « Le LMD/BMD au Cameroun : des pratiques diversifiées aux appréciations controversées », est rédigé par quatre auteurs, Joseph Bomda, Innocent Fozing, Vandelin Mgbwa et Marcelline Djeumeni Tchamabé, qui ont une connaissance fine du contexte des formations universitaire à l'échelle de leur pays. Ils tentent de montrer comment des difficultés émergent dans la mise en œuvre des objectifs de l'implémentation du LMD/BMD dans les établissements d'enseignement supérieur au Cameroun. Ceux-ci visaient, notamment, à la professionnalisation et à l'amélioration de la transition des études vers le marché du travail. Toutefois, avec le recul de quinze années, les difficultés d'insertion des diplômés remettent au goût du jour le questionnement sur la pertinence des formations reçues pour une contribution au développement économique national. A partir d'une analyse large des données, les résultats montrent la nature des écarts entre les objectifs déclarés et les effets produits de ce dispositif dans ce contexte national.

Le second article, « Excellence inclusive et enseignant au leadership capacitant : propos réflexifs pour une bienveillance à l'école sur l'évolution des compétences en prévision du futur », par Bénédicte Gendron, interroge la volonté affichée d'inclusion effective, qui est l'un des défis adressés à l'éducation. Au-delà d'un environnement aidant ou facilitant composé des différentes parties prenantes (parents et/ou ses collègues et l'institution et

autres partenaires), l'auteure montre que les réussites en matière d'inclusion des élèves pourraient également reposer sur le style pédagogique de l'enseignant, de nouvelles compétences mises en œuvre, ainsi qu'un leadership « capacitant ».

Les troisième et quatrième articles reprennent la main sur le précédent en analysant nos représentations du retard mental. L'article « Souffrance psychique des parents des enfants retardés mentaux de Kinshasa », d'Ozowa Latem Josué, nous présente en détail les résultats d'une analyse, qui s'inscrit dans le cadre d'une pratique de psychologue clinicien et psychothérapeute au centre de santé mentale Telema à Kinshasa, et qui concerne huit parents. L'analyse de ces données a permis de relever que les parents d'enfants souffrant de retard mental, qui se trouvent eux aussi dans un état de souffrance psychique lié au handicap de leurs enfants développent des comportements et des attitudes spécifiques. En complément, l'article « Diagnostic du retard mental chez l'enfant dans la ville de Kinshasa » de Robert Twela Mway-Lins et Ruth Bukabau Babuya, tente de poser un diagnostic scientifique de ce trouble. La population s'est toujours fiée au diagnostic transculturel du retard mental, où l'enfant ayant ce trouble est considéré comme fruit de la sorcellerie, de mauvais sort ou de punition divine.... Les résultats obtenus dans cette étude ont permis d'identifier les éventuelles étiologies responsables du trouble et de poser un diagnostic spécifique fonctionnel, en tenant compte des critères de diagnostic respectif, du degré de sévérité du trouble ainsi que de l'aspect culturel dudit trouble.

Enfin, le cinquième article de ce numéro « Éthique, féminisme et pédagogie dans les bandes dessinées d'Emma », proposé par Camille Roelens, propose une analyse de la contribution - en bande-dessinée - d'Emma à une démarche récente de sensibilisation à la question des violences obstétricales ordinaires. Posant une nouvelle fois, comme pour les deux précédents articles la question de nos représentations du normal et du juste, l'auteur propose une compréhension large de la formation de soi au féminin dans le rapport au corps et de la bataille féministe de l'intime.

V. Attias-Delattre

Co-directrice de la Recherche En Education